

Dans la rue et en grève pour une autre société

■ Le 15 septembre la CGT, FO, Solidaires appellent à être dans la rue et en grève contre la loi Travail. Mais ce sont aussi toutes les offensives anti-ouvrières et réactionnaires qui se développent depuis le début de l'année que nous appelons à combattre.

★ Contre la loi Travail

★ Contre le racisme

★ Pour une autre société

**Le 15
septembre**

**En grève
et dans
la rue !**



Toujours contre la loi Travail !

Le passage en force par le 49-3 sur la loi travail a montré que ce gouvernement avait trahi sur toute la ligne, incapable de convaincre plus loin qu'un Medef qui en veut toujours plus. Dès le dernier 49-3 passé, les entreprises ont demandé de nouvelles mesures pour préserver ou accroître leurs marges sous prétexte de baisse d'activité réelle ou simulée.

Malgré le vote définitif de la loi, toutes les raisons de s'y opposer sont encore là parce que :

- nous n'accepterons jamais la mise en concurrence entre entreprises et salari-ées,
- nous refuserons dans notre syndicalisme de tous les jours la mise en œuvre de ses principes,
- des décrets vont suivre l'adoption de cette loi et qu'il faudra encore s'y opposer !

Aussi parce que la situation sociale est déjà dégradée.

Dans les télécoms, c'est plus de 10% des emplois qui ont été supprimés depuis 2010 (à Orange 20000 départs et 14000 suppressions de 2016 à 2018). **À la Poste**, dans la même période, ce sont plus de 28 000 suppressions d'emplois. Cet été, Drahi, le patron de **SFR**, a annoncé la suppression de 5000 emplois voulant nous faire croire à des départs volontaires, avec conséquence 3000 suppressions aussi **dans les centres d'appel sous-traitants** qui se mobilisent le 6 septembre. **À Adrexo**, ce sont des rumeurs de plan social qui accompagnent la revente de l'entreprise par Ouest France. **Dans les filiales de La Poste**, les fermetures de sites se multiplient avec des reclassements difficiles et des incitations fortes à aller voir ailleurs.

Dans la rue aussi contre le racisme

Depuis l'été, le racisme s'étale au plein jour sans complexe contre les Arabes, contre les musulmans qui, pour rappel, ne sont pas tous arabes. Sous couvert de lutte contre le terrorisme, le gouvernement, les maires les plus réactionnaires veulent nous faire croire qu'un foulard ou un burkini remettent en cause "l'ordre public", concept qui a aussi permis d'interdire des manifestations !

La seule conséquence pour l'instant c'est d'encourager et justifier la parole raciste. Un restaurateur refuse des clients en les insultant, un fait divers en Corse provoque des manifestations ouvertement racistes. Les politiques en course pour les élections en 2017 multiplient les surenchères sécuritaires, racistes et islamophobes.

Le 15 septembre pour se faire entendre tou-tes ensemble !

- Le 15 septembre, dans la rue pour dire que nous ne voulons pas de ce monde,
- Le 15 septembre, dans la rue pour une solidarité totale entre les travailleurs/ses

Nous revendiquons

- L'abrogation de la loi travail
- La réduction du temps de travail à 32 heures avec les embauches correspondantes
- L'augmentation des salaires, des allocations chômage et des minimas sociaux.
- La fin des discriminations au travail
- La levée de l'état d'urgence

Gattaz, le récidiviste du mensonge !

Mardi 30 août, à une question d'un journaliste des Echos lui rappelant qu'il avait promis un million d'emplois en contrepartie d'une baisse des charges (obtenue depuis avec le CICE), Gattaz répond tranquillement que « ceux qui disent que je me suis engagé sur ce chiffre sont des menteurs » !

Pas de chance : il existe encore plein de photos sur lesquelles il arbore son pin's "un million d'emplois". Question logique du journaliste puisqu'il se permet maintenant d'en annoncer deux millions « en alignant le niveau des charges de nos entreprises sur celui de l'Angleterre ou de l'Allemagne ». Sans dire évidemment les dégâts sociaux générés dans ces deux pays...

Service civique obligatoire : vont-ils oser ?

Cette fois, il ne s'agit pas de la loi Travail mais de la loi Egalité et Citoyenneté. Elle n'est pas encore votée définitivement mais dans sa première version, les députés ont adopté un amendement intégrant un service civique obligatoire de 9 mois pour les 18-25 ans. Ce service civique existe aujourd'hui mais au volontariat. Il est indemnisé 540 euros par mois. Dans le projet, trois mois de découverte - à 18 ans - des "fondamentaux de la République" (???) puis six mois de travail qualifié de "missions d'intérêt national" à raison de 470 euros par mois. Là, c'est carrément l'exploitation et la charité !

Même à « gauche », certains participent à cette partition qui fait le jeu des terroristes et des intégristes de tout poil. Ce racisme se retrouve même dans les entreprises et la fonction publique puisque des récentes études montrent clairement que les noirs et les arabes sont discriminés lors des recrutements et embauches.

Dans ce cadre, l'état d'urgence a montré toutes ses limites surtout qu'il est largement utilisé pour empêcher toute expression sociale ou citoyenne et pour justifier les violences policières contre les mouvements sociaux.

Pour nos droits, nos garanties sociales

Pour SUD-PTT, il n'y aucune place pour un quelconque compromis sur toutes ces questions sociales. Nous devons faire bloc devant ces attaques incessantes, répétitives, devant ce qui ressemble à un rouleau compresseur.

Il faut le dire et le répéter : c'est par notre détermination, notre conviction, notamment à se rassembler, que nous pourrons mettre à la poubelle tout ce que nous subissons aujourd'hui ! Et nous le dirons le 15 septembre.